

**FR**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 18/2021** | **21 avril 2021** |

**Une conférence organisée par le CESE réclame une «coalition» entre les institutions de l’UE et les organisations de la société civile pour lutter contre la précarité énergétique**

**Le Comité économique et social européen (CESE) tire la sonnette d’alarme à l’occasion d’une conférence en ligne de haut niveau: la pandémie a aggravé la précarité énergétique et des mesures urgentes s’imposent. L’ensemble des institutions à tous les niveaux doivent se rassembler autour d’une approche coordonnée, avec la participation active de la société civile organisée.**

La lutte contre la précarité énergétique peut contribuer à la réalisation des objectifs de neutralité climatique, de manière à réduire les inégalités dans l’Union européenne et à soutenir la reprise après la crise de la COVID-19. Elle doit donc être érigée en priorité dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD), du pacte vert pour l’Europe et du socle européen des droits sociaux, et toutes les institutions aux niveaux européen, national et local doivent unir leurs forces.

Lors de la conférence en ligne de haut niveau qui s’est tenue le 20 avril 2021, **Christa Schweng**, présidente du CESE, a sonné l’alerte:«La reprise après la crise du coronavirus est l’occasion de réinitialiser le système afin de renforcer la résilience de la société de l’UE, d’accroître l’efficacité énergétique des logements et de s’attaquer aux racines de la précarité énergétique. Pour réussir, l’UE et les États membres doivent travailler de concert. C’est le moment ou jamais de prendre des mesures coordonnées pour parvenir à la neutralité climatique, se relever après la crise et accroître la cohésion sociale. La précarité énergétique ne saurait être réduite sans la participation active de la société civile organisée.»

**Kadri Simson**, membre de la Commission européenne chargée de l’énergie, était sur la même longueur d’onde; selon elle, les statistiques montrent bien l’ampleur du défi que représente la précarité énergétique et la Commission a pour objectif prioritaire de l’atténuer: «L’Europe doit être un exemple de transition réussie en encourageant les groupes vulnérables à adopter des solutions de rénovation. Il convient de tirer pleinement parti du potentiel des programmes de financement de l’Union et de la participation des parties prenantes. Les municipalités, la société civile et les entités du secteur privé savent comment améliorer l’utilisation des ressources locales d’énergie renouvelable et mettre en œuvre des moyens pour réduire les factures énergétiques.»

**La précarité énergétique reste un problème**

Selon des données Eurostat, en 2019, environ 35 millions de personnes en situation de précarité énergétique en Europe ne pouvaient pas se permettre de chauffer convenablement leur logement. La pandémie de COVID-19 pourrait entraîner une augmentation du nombre de personnes en situation de pauvreté et risque fort de compromettre les efforts déployés pour lutter contre la précarité énergétique.

Le CESE a déjà attiré l’attention sur cette question à plusieurs reprises et est convaincu que, pour obtenir des résultats tangibles, les institutions européennes devront mettre en place une «coalition» politique forte dans le but d’éradiquer la précarité énergétique dans l’UE d’ici à 2030 et fixer des objectifs concrets dans les politiques et instruments de financement de existants et à venir.  Aucune famille européenne ne devrait avoir froid dans son logement.

Conformément à la recommandation de la Commission du 14 octobre 2020 sur la précarité énergétique, l’accent devrait être mis sur les plans nationaux en matière d’énergie et de climat et les stratégies de rénovation à long terme, ainsi que sur les plans nationaux pour la reprise et la résilience. En outre, des paramètres et indicateurs permettant aux décideurs politiques européens, nationaux et locaux de comprendre et de mieux lutter contre la précarité énergétique devraient également être développés en permanence.

Les organisations de la société civile ont un rôle essentiel à jouer dans l’élaboration et la mise en œuvre de politiques d’éradication de la précarité énergétique. Travaillant sur le terrain, elles sont essentielles pour fournir une aide directe aux plus vulnérables à court et à long termes et pour garantir la rénovation en profondeur du parc immobilier de l’UE, qui est cruciale.

Les citoyens de l’UE, en particulier les plus vulnérables, doivent avoir accès à des guichets uniques afin de pouvoir bénéficier d’informations impartiales sur les possibilités de rénovation et de financement au niveau local, ce qui permettra de s’attaquer aux racines du problème.

**Unir les forces avec les organisations de la société civile européenne**

Lors de cette conférence, des représentants de haut niveau des organisations de la société civile de l’UE, ainsi que des institutions européennes, nationales, régionales et locales et du monde universitaire, ont débattu de la manière dont ils pourraient s’associer afin de définir les mesures concrètes à prendre à l’avenir.

**Sarah Coupechoux**, de la Fondation Abbé Pierre en France, a fait remarquer que l’urgence sanitaire et sociale touche des personnes qui vivent déjà sur le fil du rasoir, tandis que **Jeppe Mikél Jensen**, représentant le nouvel observatoire européen de la précarité énergétique, a souligné la nécessité d’agir au niveau local, avec des initiatives de terrain.

**Thomas Pellerin-Carlin**, au nom du Centre Énergie de l’Institut Jacques Delors (JDEC), a évoqué les problèmes de santé — physiques mais aussi psychologiques, comme la dépression — pouvant être engendrés par la vulnérabilité énergétique, et a souligné l’importance de la rénovation des bâtiments.

**Jagoda Munić**, représentant la fédération européenne des Amis de la Terre, a fait écho à ce point de vue, en ajoutant que la rénovation nécessite des investissements considérables et que les ménages à faibles revenus doivent être soutenus, et **Helder Ferreira**, du Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN), a fait part de ses préoccupations concernant les groupes les plus vulnérables, faisant valoir qu’ils devraient être prioritaires lors de l’adoption de mesures de lutte contre l’exclusion sociale.

Dans la perspective des prochaines présidences de l’UE, **Blaž Košorok**, secrétaire d’État slovène aux infrastructures, a quant à lui été clair: il faut une approche globale de la lutte contre la précarité énergétique, réunissant tous les éléments sociaux et environnementaux, de manière à ne laisser personne sur le bord du chemin.

**Emmanuelle Wargon**, ministre déléguée chargée du logement au sein du gouvernement français, a souligné que la lutte contre la précarité énergétique est au cœur d’une transition verte forte et équitable et que le gouvernement français travaille, d’une part, sur des normes minimales de performance énergétique pour les nouveaux logements et, d’autre part, sur l’aide et le soutien financiers à la rénovation.

Du côté des présidents des groupes du CESE, **Stefano Mallia**, président du groupe des employeurs, a réaffirmé que les entreprises peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre la précarité énergétique en générant de l’innovation et des technologies appropriées, et que les entreprises sont indispensables à la création d’emplois et à une reprise forte. Il a insisté sur le fait que les aspects économiques sont aussi importants que les aspects sociaux et qu’ils doivent aller de pair.

**Oliver Röpke**, président du groupe des travailleurs, a souligné que l’accès abordable à l’énergie est inscrit dans le socle des droits sociaux et que la vague de rénovations, qui prévoit les normes les plus élevées possibles pour les travailleurs, pourrait jouer un rôle essentiel à cet égard. Le dialogue social, la négociation collective et la participation des travailleurs sont la clé du succès.

Enfin, **Séamus Boland**, président du groupe «Diversité Europe», a déclaré que personne ne devrait choisir entre manger, s’éclairer ou chauffer sa maison et que l’éradication de la précarité énergétique d’ici à 2030 relève de la responsabilité de l’Europe et qu’elle doit y parvenir grâce à une «coalition» spécifique, au sein de laquelle les organisations de la société civile apporteraient leur expertise et leurs connaissances de terrain.

Pour conclure cette conférence en ligne, **Cillian Lohan**, vice-président du CESE chargé de la communication, a réaffirmé que l’UE a désormais besoin d’une stratégie politique européenne globale et cohérente, dirigée par une «coalition» entre l’ensemble des institutions européennes et des organisations de la société civile, déterminée à œuvrer résolument à la fin à la précarité énergétique en Europe, en mobilisant les ressources nécessaires et en analyser régulièrement la situation.

Pour de plus amples informations sur cette [manifestation](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/conference-energy-poverty-crossroads-european-pillar-social-rights-and-european-green-deal), ses conclusions et ses recommandations, veuillez consulter notre site internet.

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter:**

# Marco Pezzani – Unité Presse du CESE

# +32 25469793 – Mobile: +32 (0)470881903

marco.pezzani@eesc.europa.eu

# **@EESC\_PRESS**

[VIDÉO. Le CESE vu de l’intérieur](https://www.eesc.europa.eu/fr/avdb/video/eesc-inside)

***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***

*Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, institué par le traité de Rome en 1957. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***